

La révolution en Russie

La révolution russe n'est assurément pas la raison ou le prétexte que le premier ministre invoquera pour justifier son projet de conscription. Les gouvernements de Washington, de Londres et de Paris ont acclamé la déchéance du Tsar comme une défaite pour l'Allemagne. La presse de France et d'Angleterre s'est appliquée, quinze jours durant, à dévoiler les intrigues et les machinations allemandes qui se poursuivaient à la cour de "Nicolas Romanoff". Elle a peint la révolution comme un immense et glorieux soulèvement du peuple russe contre les "traîtres" qui négociaient avec l'Allemagne. Le "dictateur" de l'Empire britannique, M. Lloyd George, a même télégraphié aux révolutionnaires de Russie qu'ils avaient rendu "à la cause des Alliés le plus signalé des services". Sir Robert Borden était à Londres lorsque cette dépêche fut rédigée, envoyée et publiée. Chaque jour, il conférait avec M. Lloyd-George. Viendra-t-il prétendre que "le plus signalé des services" rendus par la Russie à la cause des Alliés doit maintenant se payer par l'holocauste de cent mille jeunes Canadiens, ajoutés aux quatre cent mille déjà sacrifiés?

L'intervention américaine

La déclaration de guerre des Etats-Unis, loin de justifier l'expédition de nouvelles troupes canadiennes, devrait, au contraire, induire le gouvernement à mettre fin à tout enrôlement. Les Etats-Unis ont, dans cette guerre, un intérêt au moins égal à celui du Canada. Leur population est quatorze fois plus nombreuse que la nôtre. Leurs richesses sont soixante-quatorze fois plus élevées que celles du Canada. Voici près de trois ans que la petite nation canadienne se saigne à blanc. N'a-t-elle pas le droit de respirer un peu et de reprendre quelques forces, pendant que la riche et populeuse république américaine, qui n'a pas encore sacrifié un seul troupier, apportera son concours si longtemps différé?

Avant que les Etats-Unis n'eussent décidé de se jeter dans la mêlée, à l'époque même où ils semblaient le plus décidés à rester neutres, sir Robert Borden ne jugeait pas la conscription nécessaire et renouvelait sa promesse de ne pas la faire appliquer. Aujourd'hui que la plus puissante des nations neutres apporte aux Alliés un secours inattendu et d'une énorme importance, — tous les hommes d'Etat et de guerre en témoignent, — comment le premier ministre peut-il espérer nous faire croire que la cause des Alliés exige la vie de cent mille Canadiens de plus?

Dans l'ordre économique, la même évidence s'impose. Quelques semaines avant l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, le gouvernement canadien trouvait si urgent de remplir les cadres vidés de l'armée agricole qu'il lançait un appel désespéré aux ouvriers américains. Cet appel était publié dans plus de sept cents journaux des Etats-Unis. Le gouvernement estimait à soixante-dix mille le nombre d'ouvriers agricoles qu'il fallait à tout prix faire venir des Etats-Unis. Au moment de la déclaration de guerre du Président, sept mille Américains, environ,